# Pourquoi Piketty pense faux

dimanche 2 novembre 2025

**Nous publions ici un "post" de Stéphane Rozès qui circule sur internet. Il nous semble apporter un éclairage intéressant sur les débats politiques de l'heure. Sa critique de Piketty touche juste.**

Corrélation n'est pas causalité.

Le passage de la question sociale à la question dite « identitaire » ne procède pas de l'abandon mécanique de la première au profit de la seconde.

Les représentations collectives ne fonctionnent pas comme des écluses .
Le phénomène relève d'un processus plus complexe, qui échappe à Piketty parce que, pour des raisons idéologiques, il utilise le terme « identitaire » comme catégorie disqualifiante, ce qui lui interdit de penser la question nationale.
Dès lors, il ne peut percevoir la différence entre libéralisme, néolibéralisme et ultralibéralisme.

Or, il est indispensable, pour comprendre les dynamiques contemporaines, de distinguer ces trois régimes.

• Le libéralisme désigne une pensée et une réalité politiques et économiques articulant l'économie de marché, les nations et les démocraties libérales. L'État y est conçu soit comme instrument de domination de classe, soit comme arbitre des rapports sociaux.

• L'ultralibéralisme constitue un rapport social interne au libéralisme. Il accentue la prévalence du capital sur le travail, alimente la précarité et remet en cause les acquis sociaux.

• Le néolibéralisme marque une bifurcation. Il repose sur le capitalisme patrimonial et financier, transcende les rapports sociaux nationaux et institue des gouvernances étatiques et internationales post-nationales et supranationales. Son ressort est la globalisation économique, financière et numérique, guidée par les marchés et la technique.

Ce régime néolibéral se substitue aux souverainetés nationales et populaires, ainsi qu'à la démocratie libérale, en transférant les décisions politiques des États à des instances transnationales orientées par la logique des marchés et de la technique.
Le droit, y compris l'État de droit, devient alors un instrument dirigé contre les souverainetés des peuples, c'est-à-dire contre la démocratie, qui est étymologiquement le pouvoir du peuple par le peuple.

L'Union européenne constitue le laboratoire le plus achevé du néolibéralisme : elle fonctionne par des procédures permettant de nommer, et non d'élire, ses dirigeants.
Les sociétés occidentales, nourries à la fois par leurs droits-créances internes et par la globalisation économique, financière et numérique capitaliste, ont engendré ce néolibéralisme.

Celui-ci a déstabilisé les imaginaires des peuples et les compromis socio-politiques organisés au sein des États-nations.

Nous sommes désormais à un stade où la globalisation produit une dépossession démocratique telle que les peuples se sentant privés de l'essentiel : la maîtrise de leurs destins se replient.

La crise pandémique l'a confirmé : dans toutes les civilisations, les communautés humaines relèguent la prospérité économique et même les libertés individuelles afin de préserver la capacité à faire face ensemble devant les périls.
Le retour des nations procède donc de cette volonté de reprendre la main sur le cours des choses.

Il ne s'agit pas seulement de préserver les rapports sociaux, mais de restaurer la souveraineté nationale, qui est la condition de la souveraineté populaire, de la démocratie et, en France, de la République.

Quant à la question de l'immigration, sa prévalence dans toutes les sociétés européennes et occidentales ne procède pas d'une volonté rageuse et enfantine « de se venger contre les migrants », mais du fait qu'elle concentre la question de la maîtrise du destin d'une nation : le contrôle politique de ses frontières, la question culturelle au travers de l'intégration, et la question sociale par la pression qu'elle exerce sur le rapport capital/travail et sur le modèle social.

Piketty, comme la plupart des marxistes vulgaires et économicistes, demeure aveugle à ce processus.

Post-nationaux, néolibéraux de gauche, eux pensent combattre l'ultralibéralisme alors même qu'ils accompagnent le néolibéralisme.

En adhérant aux fondamentaux politiques de l'Union européenne post-nationale au nom du progressisme, ils ont mis en place le cadre néolibéral qui a permis le déploiement de l'ultralibéralisme.

En niant la nation, ils ont paradoxalement favorisé le nationalisme.

La France, toutefois, est la patrie de la nation, et non du nationalisme.
Cette gauche néolibérale progressiste, en abandonnant les fondements historiques de la gauche — la nation, la République, la laïcité, la question sociale, la classe ouvrière — non seulement disparaît progressivement, mais ignore pourquoi.
En retour, sans les comprendre elle délégitime les raisons des peuples.